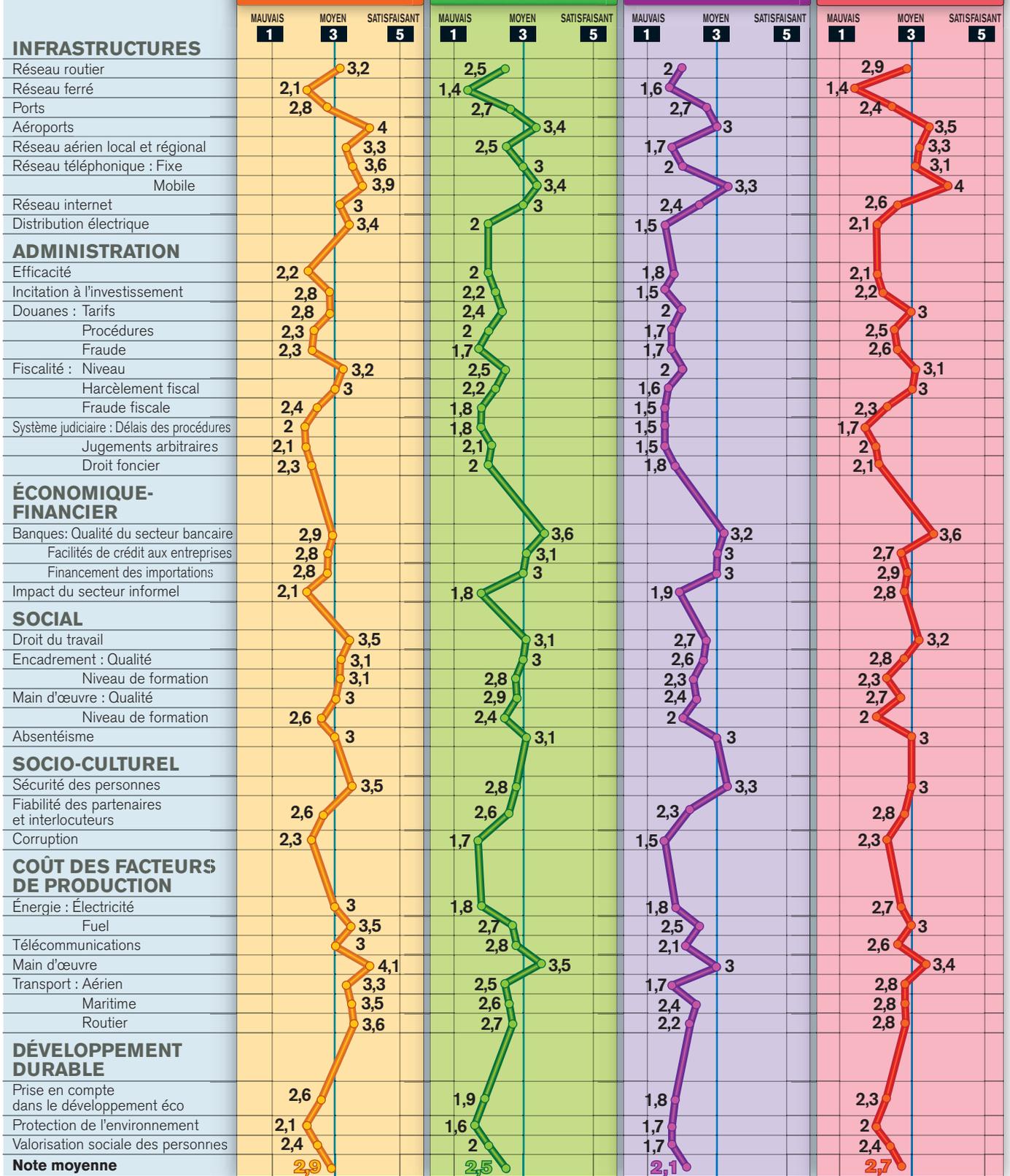


BAROMÈTRE CIAN 2009



> LES RÉSULTATS 2009 DE L'ENQUÊTE CIAN

Prévisions de chiffre d'affaires et de résultats (rentabilité), intentions d'investissements des entreprises françaises travaillant en Afrique, qualités et points faibles de l'environnement des affaires sur le continent : l'enquête du CIAN, réalisée à partir d'un sondage auprès des opérateurs et investisseurs français en Afrique, donne le pouls de la situation des entreprises qui y travaillent qu'elle concerne leur bilan d'activité ou le climat ambiant des affaires (Baromètre CIAN 2009) dans 28 pays. Nous présentons ci-contre une synthèse des principales tendances générales qui ressortent de l'enquête, puis, les principaux résultats pays par pays. Dans cette partie également figure la carte de la fiscalité en Afrique.

1 - Le bilan des entreprises en 2009

- Le paysage : émergence de nouveaux pôles

À la différence des années précédentes, on constate une modification dans le paysage traditionnel bipolaire aux deux extrémités nord et sud du continent où deux pôles de développement dominaient nettement (Maghreb et Afrique du Sud).

En 2009, certains pays ont émergé positivement entre ces deux pôles, comme le Nigeria, le Ghana ou l'Angola, même si les deux pôles traditionnels Nord-Sud restent des éléments essentiels de la donne économique africaine, le Maghreb figurant toujours au premier rang dans les relations entre l'Europe et la Méditerranée. Un bémol tout de même au Sud : l'Afrique du Sud a, pour sa part, connu sa première récession en dix-sept ans et, malgré son potentiel, n'a pas constitué le même pôle d'activité dominant que les années précédentes.

Il est vrai qu'il y a eu en 2009 la crise mondiale (même si elle a peut-être été en Afrique moins intense que ce que

l'on pouvait redouter) et ses effets sur le tassement du pouvoir d'achat ainsi que le risque de déstabilisation sociale qui ne sont pas sans conséquences sur l'activité économique.

À cela se sont ajoutés des incertitudes de succession pour certains pays (Gabon), une confiance qui tarde à revenir pour d'autres (Côte d'Ivoire), une visibilité brouillée (Sénégal), des difficultés de paiement aux entreprises (Kenya), un climat politique dégradé (RDC, Madagascar) ou encore des troubles sécuritaires à caractère politique (Guinée) ou régional (RDC, Tchad), à l'impact non négligeable pour les activités des entreprises. Parfois, plus que la crise, ce sont ces facteurs qui ont été la source de perturbations dans les affaires et dans certains cas, la crise a été le révélateur de ces incuries.

Cela dit, on remarque aussi que la crise mondiale ou les dysfonctionnements propres au continent n'ont pas touché d'une manière égale tous les pays, dont certains ont bien résisté.

Le Nigeria a fait preuve d'un dynamisme économique important et a constitué pour nombre d'entreprises leur premier marché africain.

Cette année, la présentation par pays (voir pages 40 à 78) est réalisée sous forme de fiches synthétiques comportant une présentation graphique des tendances de l'activité des entreprises françaises et des critères du baromètre sur l'environnement des affaires dans le pays.

Les critères restent les mêmes que ceux de l'an passé pour ce qui concerne l'entreprise : évolution (sous forme de graphiques) de son chiffre d'affaires, de ses résultats (rentabilité) et de ses investissements. Quant au « baromètre CIAN 2009 » qui reflète l'appréciation par les opérateurs de leur environnement, il a été mis au goût du jour en collant au plus près des préoccupations actuelles des entreprises et de la réalité de notre temps, telles que la prise en compte du développement durable dans le développement économique ou encore l'utilisation généralisée d'Internet ou du téléphone portable.

En 2009, certains pays ont émergé positivement, comme le Nigeria, le Ghana ou l'Angola, même si les deux pôles traditionnels Nord-Sud restent des éléments essentiels de la donne économique africaine, le Maghreb figurant toujours au premier rang dans les relations entre l'Europe et la Méditerranée

Le Ghana, pays stable et riche en ressources naturelles, a offert une très bonne rentabilité et des perspectives d'investissement.

L'Angola, autre pays riche, dont la production pétrolière atteint le niveau de celle du Nigeria, investit massivement et, les relations avec la Chine s'étant distendues, se tourne de plus en plus vers l'Europe.

– Les performances des entreprises : l'impact de la crise

Bien que les performances des entreprises françaises aient été hétérogènes selon les régions et les pays et qu'un manque de visibilité ou de confiance ait constitué une entrave pour les investissements, l'année 2009 n'aura pas été catastrophique – comme on pouvait le craindre – pour ces entreprises dont les résultats bénéficiaires ont été bons dans l'ensemble. Le chiffre d'affaires a été variable et plus sensible à la crise selon les pays, avec un tassement marqué dans certains cas ; les investissements, en revanche, ont très fortement chuté un peu partout en 2009.

Si l'on examine l'évolution des indicateurs d'activités des entreprises en 2009 on peut formuler les remarques suivantes :

• Bénéfices : bons presque partout

Les résultats bénéficiaires ont été bons presque partout en 2009, à quelques exceptions.

La rentabilité, qui s'est située à un niveau relativement élevé, n'a finalement pas vraiment pâti de la crise. Elle a fléchi dans des proportions assez faibles dans une dizaine de pays (mise à part la Guinée où la chute a été forte). Elle est restée stable dans une douzaine d'autres (Maroc, Nigeria, Ghana, Sénégal,

Cameroun, Tchad, Afrique du Sud, ou Angola notamment) et elle s'est même accrue dans cinq pays (Algérie, Tunisie, Mali, Togo et RCA).

Perspectives 2010

En 2010, selon les projections, la rentabilité augmenterait dans près d'une vingtaine de pays (Algérie, Maroc, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Burkina Faso, Nigeria, Sénégal, Congo, Guinée équatoriale, RCA, Gabon, RDC, Afrique du Sud notamment) et se stabiliserait dans des pays comme la Tunisie, le Cameroun, le Tchad, le Gabon ou l'Angola.

• Chiffre d'affaires : moins satisfaisant

En ce qui concerne le chiffre d'affaires en 2009, les résultats ont été nettement moins satisfaisants, pâtissant de la crise et des aléas de la situation politique de certains pays.

Le chiffre d'affaires en 2009 s'est plus ou moins fortement tassé dans 23 pays sur 28, soit modérément (Maroc, Tunisie, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Afrique du Sud, Guinée équatoriale, Cameroun, Tchad, Angola, Mozambique notamment) ; soit assez fortement (Mauritanie, Guinée, Sénégal, Togo, Congo Brazzaville, RCA, Gabon, RDC, Madagascar). Il a conservé le même niveau qu'en 2008 dans quelques pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Mali ou l'Éthiopie.

Le seul pays où il a crû fortement est l'Ouganda, alors que, paradoxalement, c'est le seul pays où les résultats des entreprises françaises n'ont pas été bénéficiaires, même faiblement.

Perspectives 2010

Pour 2010, les entreprises manifestent plus d'optimisme, anticipant une reprise

dans 17 pays, une baisse dans 5 pays et un statu quo dans 6 pays.

La reprise devrait être notable, en particulier au Maroc, en Tunisie, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Mali, au Nigeria, en Guinée équatoriale, en Angola, au Congo, en RDC, en Éthiopie, au Kenya, etc. Mais en Afrique du Sud, elle serait assez timide.

• Investissements : chute généralisée

En 2009 l'investissement des entreprises françaises s'est effondré partout par rapport à 2008 (sauf en Angola où il a progressé et en Éthiopie où il est resté le même). Il a même parfois reculé dans des proportions importantes : Tunisie, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud avec une baisse de plus de la moitié ; baisse de trois quarts et plus avec le Mozambique, le Gabon, le Congo, le Togo ou bien encore de deux tiers avec le Mali.

Certains pays ont connu des baisses plus faibles : le Nigeria et le Sénégal (-21%), Madagascar (-24%), la Guinée (-28%), le Ghana (-29%) ou le Cameroun (-33%). La baisse la plus faible revient à la Guinée équatoriale (-13%) et à la Mauritanie (-3%), mais les investissements y sont peu élevés.

Perspectives 2010

Pour 2010, l'investissement devrait repartir dans des proportions appréciables pour une vingtaine de ces pays (Tunisie, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Sénégal, Togo, Cameroun, Gabon, Congo, Guinée équatoriale, Tchad, RCA, Madagascar, Kenya notamment). L'investissement au Nigeria, en Angola et en Éthiopie conserverait son même niveau tandis que l'Afrique du Sud verrait plus que doubler les investissements français. Dans quelques pays,

l'investissement français pourrait connaître une baisse : l'Algérie, le Ghana, la RDC, le Mozambique, la Guinée (chute qui sera sans doute aggravée par les événements récents dans ce pays).

- **Conclusions : confiance et optimisme raisonnable en la reprise**

En définitive, les entreprises travaillant en Afrique ont, certes, pâti de la crise en 2009, dans des proportions variables selon les pays avec une baisse du chiffre d'affaires et une forte chute des investissements pour beaucoup.

Mais cela étant, les résultats ont été bons presque partout, atteignant un niveau élevé.

Une majorité d'entreprises manifestent de ce fait, dans leurs réponses, une confiance et un optimisme raisonnables dans une reprise en 2010.

2 – Baromètre CIAN 2009 sur l'environnement des affaires

- **Les tendances générales : pas de grands bouleversements**

En répondant à 43 questions, les entreprises consultées évaluent leur environnement dans chacun des 28 pays africains où les entreprises françaises implantées ont répondu à l'enquête. Le tableau synthétique du baromètre par grandes régions (voir graphique), dans lequel la moyenne des réponses par rubrique est notée de 1 (mauvais) à 5 (très bon), reflète toujours, à de rares exceptions, une image très moyenne de l'environnement qui accompagne les affaires en Afrique.

Sur les 22 pays qui avaient répondu à l'enquête en 2008 (avec lesquels on peut établir la comparaison en 2009), on note que la moitié d'entre eux a fait l'objet d'une évolution positive dans l'appréciation fournie sur leur environnement en

2009, l'autre moitié ayant connu une baisse ou une stagnation de notation. Cet environnement connaît d'ailleurs chaque année des oscillations positives ou négatives selon les pays.

Mais finalement il n'y a pas eu de grands bouleversements et les variations dans un sens ou dans un autre sont restées assez modestes dans leur ampleur. Ce sont d'ailleurs pratiquement toujours les mêmes secteurs qui sont concernés :

- **Côté négatif**

- En matière d'infrastructures, le réseau ferré est jugé défaillant pratiquement partout. La distribution électrique a des progrès à faire dans plus de 70% des pays (Maroc, Côte d'Ivoire et Tunisie figurant en revanche en tête des pays à bon réseau électrique, avec l'Afrique du Sud et le Burkina Faso dans une moindre mesure).

- En matière de pratiques négatives, on retrouve des constantes comme la corruption (tous les pays excepté la Tunisie, l'Éthiopie et le Mozambique sont notés au-dessous de 3/5), la fraude douanière (tous les pays sauf l'Afrique du Sud et le Mozambique sont notés au-dessous de 3/5), la fraude fiscale (tous sauf la Tunisie sont au-dessous de 3/5), le harcèlement fiscal (presque tous les pays à l'exception de la Tunisie, du Ghana, de l'Afrique du Sud, du Mozambique et de l'Ouganda).

L'efficacité de l'Administration est médiocre à peu près partout, mais c'est au Maghreb que l'incitation à l'investissement est la plus réelle

- En matière de justice, exception faite de l'Afrique du Sud, les délais des procédures, les jugements arbitraires et le droit foncier font problème partout et continuent à constituer des défis permanents.

- De même, l'impact négatif du secteur informel sur le secteur économique organisé est ressenti un peu partout sur le continent sauf en Afrique du Sud où il est atténué.

- Enfin, le développement durable n'est qu'assez peu pris en compte (excepté

en Tunisie et, dans une moindre mesure, au Burkina Faso).

- **Côté positif**

On relève aussi, fort heureusement, plusieurs constantes positives appréciées des opérateurs telles que :

- La qualité des ports et aéroports pour la majorité des pays,
- Des télécommunications qui fonctionnent bien, avec un élément nouveau : le développement du téléphone portable et d'Internet qui sont appréciés positivement pour la facilitation des affaires,
- Un réseau bancaire qui est efficient quasiment partout malgré la crise,
- Une qualité élevée de l'encadrement et de la main-d'œuvre sur le continent à l'exception de quelque quatre à cinq pays qui ont encore des progrès à accomplir.

- **Les principales appréciations sectorielles sur les quatre zones d'Afrique en 2009**

- **Infrastructures**

Le réseau routier reste jugé bon au Maghreb, mais demeure encore assez faible en Afrique centrale bien qu'en amélioration par rapport à 2008. Le réseau ferré est faible partout sauf au Maghreb où il donne un peu plus satisfaction.

Les infrastructures portuaires sont bonnes au Maghreb de même qu'en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Les infrastructures aéroportuaires le sont au Maghreb et en Afrique australe/orientale de

même qu'en Afrique de l'Ouest. Le réseau aérien local est surtout bon en Afrique australe/orientale à quasi-égalité avec le Maghreb.

On note que les télécommunications sont très satisfaisantes au Maghreb dans ses trois composantes (réseau fixe, mobile et Internet), et satisfaisantes dans les autres zones, l'Afrique australe/orientale occupant la première place pour le réseau téléphonique mobile. En ce qui concerne Internet, l'Afrique de l'Ouest occupe la seconde place.

• Administration

L'efficacité de l'Administration est médiocre à peu près partout, mais c'est au Maghreb que l'incitation à l'investissement est la plus réelle.

C'est en Afrique australe/orientale (en premier) et au Maghreb que les Douanes fonctionnent le mieux (tant au niveau des tarifs que des procédures et du niveau de la fraude).

Et c'est au Maghreb (en premier) et en Afrique australe/orientale que la fiscalité est la plus satisfaisante (tant au niveau de l'imposition que du harcèlement et de la fraude fiscale).

Le système judiciaire a encore des progrès

à faire partout : longs délais des procédures, jugements arbitraires et droit foncier obtiennent une notation assez médiocre, le Maghreb étant toutefois légèrement mieux placé (à égalité avec l'Afrique de l'Ouest pour les jugements arbitraires).

• Économie, finance

Les quatre régions étudiées disposent d'une implantation bancaire de qualité, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe/orientale occupant le peloton de tête. L'Afrique de l'Ouest est aussi la meilleure dans l'octroi des facilités de crédits aux entreprises et le financement des importations.

L'impact du secteur informel se fait le moins sentir en Afrique australe/orientale (Afrique du Sud) et le plus ressentir en Afrique de l'Ouest.

• Social

Le Maghreb et l'Afrique australe/orientale ont le droit du travail le plus satisfaisant.

Le niveau de qualité du personnel d'en-

cadrement et de la main-d'œuvre est bon dans l'ensemble des régions, mais le meilleur est au Maghreb ; le niveau de formation est le plus élevé au Maghreb et en Afrique de l'Ouest.

• Socio-culturel

La sécurité des personnes est jugée la plus satisfaisante au Maghreb puis en Afrique centrale, en Afrique australe/orientale et enfin en Afrique de l'Ouest. La corruption, quant à elle, ne s'améliore malheureusement pas d'une année sur

ronnement global des affaires en 2009, puis l'Afrique de l'Ouest (2,50/5), et enfin l'Afrique centrale (2,15/5). La note moyenne totale n'a progressé d'une année sur l'autre qu'au Maghreb et légèrement en Afrique centrale.

Ainsi, on constate que l'environnement des affaires reste toujours en deçà du niveau moyen de 3 sur 5, bien que le Maghreb s'en rapproche. Pour autant, au prix de gros efforts de gestion et en dépit de la crise et des aléas politiques dans certains pays, les opérateurs français continuent de mener en 2009 des activités assez prospères aux résultats plutôt satisfaisants (mis à part l'investissement), en s'adaptant au mieux à l'environnement dans lequel ils opèrent.

Et pour 2010, il est frappant de constater que les entreprises qui, d'une manière variable, ont souffert de la crise en 2009 (mais sans doute pas autant qu'on l'avait craint car leur rentabilité a été bénéficiaire pour toutes) manifestent, pour la plupart d'entre elles, une confiance raisonnée en l'avenir. L'énorme potentiel qu'offre le continent africain dans son ensemble, avec ses ressources considérables en matières premières mais aussi et surtout en hommes et en potentiel de croissance, incite à la persévérance et à l'optimisme. Cela a été bien compris par nos compétiteurs asiatiques, et en particulier chinois, présents partout en Afrique. Cela renforce la conviction du CIAN d'intensifier son action sur un continent en croissance, qui accélère sa marche vers le développement et sans doute aussi vers plus d'État de droit, même si du chemin reste encore à parcourir.

Le Maghreb et l'Afrique australe/orientale/océan Indien présentent le meilleur environnement global des affaires en 2009, suivis par l'Afrique de l'Ouest, et enfin l'Afrique centrale.

l'autre et reste à des niveaux élevés en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

• Coût des facteurs

Les facteurs de production offrent dans tous les secteurs le meilleur coût au Maghreb. L'Afrique australe/orientale arrive en seconde position pour le coût de l'énergie et des transports. L'Afrique de l'Ouest est en seconde position pour le coût des télécommunications et de la main-d'œuvre.

• Développement durable

Le développement durable est le mieux pris en compte au Maghreb (pas loin devant l'Afrique australe/orientale).

La protection de l'environnement ne semble pas une priorité sur le continent, le Maghreb étant la seule région à avoir progressé en la matière, même si les chiffres sont encore modestes.

- Conclusions

Au total, c'est le Maghreb (2,92/5) et l'Afrique australe/orientale/océan Indien (2,67/5) qui présentent le meilleur envi-

Nous tenons à remercier les entreprises qui ont consacré quelques minutes à remplir le questionnaire CIAN. Nous exprimons aussi notre reconnaissance aux Conseillers du Commerce extérieur et aux Chambres de commerce ou Organisations d'entreprises françaises qui ont relayé notre enquête.

La répartition des réponses reflète, à l'instant du sondage, l'attrait exercé sur nos entreprises pour les grandes régions. Les réponses, au total 525, se répartissent ainsi : Maghreb 191, Afrique de l'Ouest 140, Afrique centrale 102, Afrique australe orientale et océan Indien 92.

Environnement fiscal en Afrique

